

SALAMÉ: VIVRE DÉSORMAIS EN NON-PAIX?

Par Ghassan SALAMÉ

Directeur de recherche au CNRS, directeur de programme de relations internationales à l'Institut d'études politiques de Paris, M. Ghassan Salamé a enseigné pendant huit ans à l'AUB et à l'USJ, avant de quitter le pays en 1985, pour enseigner pendant deux ans aux Etats-Unis, et s'installer par la suite en France.



Ecrivain, M. Salamé est l'auteur de plusieurs ouvrages d'analyse des relations internationales, notamment "Démocratie sans démocrates" (Fayard, 1994), traduit en plusieurs langues, "Proche-Orient, les exigences de la paix" (Editions complexe, 1994), et son dernier ouvrage "Appels d'empire, ingérence et résistance à l'âge de la mondialisation" (Fayard, 1996), qui a obtenu le Prix "Phoenix", décerné pour la première fois à Beyrouth à l'occasion du Salon du livre français.

Pour le "Commerce du Levant", M. Ghassan Salamé a bien voulu analyser la situation diplomatique et économique dans laquelle se trouve le Liban, les défis de la reconstruction et de la mondialisation auxquels il doit faire face, et les moyens qu'il doit mettre en œuvre pour retrouver un rôle régional et international.

- Quelle est la situation actuelle du Liban au sein d'une conjoncture régionale en pleine mouvance?

"Le Liban se trouve aujourd'hui dans une situation marquée par une activation quasi permanente du dossier palestino-jordanien au niveau régional, et un blocage, qui dure depuis un an et demi, du dossier de la Syrie et du Liban avec Israël.

Dès le départ de la conférence de Madrid, une dissociation s'est produite, que les Arabes ont essayé sans succès d'éviter, entre le flanc oriental du conflit israélo-arabe, et son flanc septentrional.

Cependant, depuis l'élection du Likoud en Israël, nous assistons à une réactivation, sanglante quelquefois, et toujours difficile, du dossier palestino-israélien, sur lequel l'essentiel de la diplomatie américaine se déploie.

CONSEQUENCES NEGATIVES

Le dossier libanais possède deux traits caractéristiques: d'abord, il dépend très fortement de l'évolution du dossier syrien, puisque les autorités libanaises ont accepté très tôt de lier leur sort à celui de la Syrie sur cette question; ensuite, avec les "raisins de

la colère" et la formation du Comité de surveillance du cessez-le-feu au Liban-Sud, quelques signes d'intérêt spécifique pour le dossier strictement israélo-libanais ont pu apparaître.

Comment cette situation peut-elle évoluer? Si aucun événement spectaculaire ne se produit, la diplomatie américaine se concentrera encore plus sur le dossier israélo-palestinien, en laissant pour une phase ultérieure le dossier syro-libanais. Mais alors que le dossier syro-israélien est très largement "blocable", puisqu'il n'y a pas de situation de violence qui risque de se détériorer sur ce front-là, la situation du Liban-Sud peut, elle, apporter des surprises".

- Quelles sont les conséquences économiques pour le Liban de cette situation incertaine?

"Cette situation entraîne pour le Liban des conséquences économiques de trois natures différentes:

Premièrement, on note une conséquence négative sur le pouvoir d'attraction du pays pour les investissements extérieurs. Les investissements extérieurs sur l'ensemble du Moyen-Orient sont extrêmement faibles, comparés à l'Asie, au sous-continent indien ou à l'Amérique latine. C'est l'une des régions les moins attrayantes pour l'investissement extérieur à l'heure actuelle, pour des raisons à la fois législatives, politiques, sécuritaires... Le Liban pâtit de cette situation générale d'instabilité au Moyen-Orient, mais de plus, il n'est pas suffisamment attractif pour les investissements de la diaspora libanaise, qui aurait pu jouer un rôle de locomotive, à l'instar de ce qui se produit aujourd'hui en Pologne, en Croatie, en Roumanie ou ailleurs, pour la reprise économique. Par ailleurs, le coût de revient de la production au Liban est relativement élevé par rapport aux pays comparables, notamment au niveau du prix de la main-d'œuvre.

Deuxièmement, en ne s'engageant pas, comme prévu en 1991-1992 dans le processus de paix, le Liban ne bénéficie pas des dividendes de la paix, comme l'annulation de la dette extérieure, tel que ce fut le cas pour l'Egypte, et pour la Jordanie plus récemment, ni des phénomènes d'aide ou de partenariats.

Enfin, le gouvernement libanais était optimiste en 1992, et il a pensé qu'il pouvait prendre des risques avec les finances publi-

ques, car la paix semblait proche. Par ailleurs, il était confronté à l'impératif de la reconstruction, principalement celle de l'infrastructure. Poussé par ces deux motivations, le gouvernement a pris des engagements, selon des modes de priorités qui n'étaient pas nécessairement judicieuses. Si l'électricité, les communications et la circulation devaient indispensablement être réglées, les grands projets d'autoroutes, d'agrandissement de l'aéroport, de la construction d'un Palais des congrès, etc., explicables dans une perspective de paix, l'étaient moins dans une perspective de paix éloignée. Face à une fiscalité qui reste rudimentaire, à une quasi-inexistence d'aide étrangère, au manque d'investissements extérieurs, le gouvernement ne fait que s'endetter de plus en plus, et le Budget est grevé par le service de la dette.

Or, rien n'indique que cette situation risque de se modifier dans les années à venir, à moins d'une paix régionale. Les bulles d'oxygène, auxquelles on aurait pu croire, se sont révélées moins prometteuses que prévu, notamment le "Congrès des Amis du Liban" de Washington, qui visiblement, a été perçu comme comportant des contreparties politiques que le Liban n'était pas prêt à donner.

Ceci induit une situation des finances publiques relativement alarmante, du point de vue des experts aussi bien que de la classe politique. Cependant, elle n'interdit pas au pays, qui reste solvable, de contracter de nouvelles dettes, avec peut-être une petite majoration des intérêts, tant que les taux d'intérêt internationaux restent aussi bas qu'ils l'ont été ces dernières années".

- Avec les atouts que le Liban possède, quel rôle peut-il jouer aujourd'hui?

"La bonne vieille idée selon laquelle le Liban est une escale entre l'Europe et le Golfe est aujourd'hui très largement surannée. Vingt-deux ans après le début de notre guerre, il serait tout à fait illusoire de s'accrocher aux vieilles fonctions que le Liban exerçait et qu'il n'exerce plus. Il faut alors chercher de nouvelles fonctions, et je crois que le Liban peut en trouver, les développer et les promouvoir, et ceci dans plusieurs domaines.

L'un des premiers domaines dans lequel le Liban peut être à nouveau un lieu d'attraction est celui du système d'éducation. La tradition d'enseignement privé, notamment au niveau universitaire, peut permettre au Liban de constituer dans son ensemble une énorme université, où l'on peut offrir un enseignement de qualité, et qui bénéficie de la liberté de pensée et de réflexion. Cette liberté représente aussi un atout économique.

Un autre domaine est celui du développe- ▶

ment des services hospitaliers, ainsi que celui de la croissance du secteur de l'information, l'audio-visuel, la production artistique et la communication. Le Liban possède là une tradition, qu'il doit réorienter en fonction des exigences de la communication de demain.

Le système bancaire est également intéressant, et peut représenter une plus-value par rapport à certains pays voisins, à condition de passer par la concentration des banques libanaises, dont la taille reste insuffisante.

Quant au tourisme, il possède un potentiel important au Liban, à condition qu'il ne se transforme pas en tourisme de masse pour lequel le pays ne peut offrir ni les denrées, ni l'espace suffisants".

LE PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN

"Le secteur de l'agriculture est très limité au Liban, à cause d'un espace réduit et souvent sur-cultivé et une main-d'œuvre agricole trop chère. Quant à l'industrie, c'est là où le bât blesse véritablement en matière de coûts de production, et sans vouloir sous-estimer les secteurs industriels traditionnels libanais (meubles, textile, agroalimentaire...) il semble que le rôle du Liban en matière industrielle pourrait se concentrer sur les activités de support à l'industrie, telles que le design, le marketing, et les autres industries de support pour lesquelles le Liban possède une plus-value".

- Quels sont les avantages qu'un partenariat euro-méditerranéen peut apporter au Liban?

"Le Liban n'a que des bénéfices à retirer d'un partenariat euro-méditerranéen et d'une plus grande intégration régionale, car c'est un pays de libéralisme, d'ouverture, et dont le marché national est trop réduit. De plus, le processus de Barcelone est intéressant pour le Liban, qui souhaite attirer les investissements étrangers, et européens en particulier. Cependant, une zone de libre-échange euro-

méditerranéenne signifie une transformation fiscale révolutionnaire à l'intérieur. Les gouvernements devront dépendre de plus en plus d'une fiscalité sur le revenu, et de moins en moins, comme ils le font aujourd'hui, d'une fiscalité sur les importations.

Par ailleurs, les aides promises par l'Europe pour la réalisation du partenariat euro-méditerranéen sont maigres, puisqu'elles atteignent 5 milliards de \$ d'aides, et 5 milliards de \$ de prêts de la part de la Banque européenne d'investissements (BEI), à diviser entre 12 pays pour une durée de 5 ans. Ceci ne donne pas l'idée d'un engagement très fort de l'Europe dans ce processus".

- Et quels seraient les effets de l'intégration du Liban au sein de l'accord de l'OMC?

"Les accords de l'OMC concernent le commerce international, la mobilité des capitaux, des personnes, des marchandises et de l'information dans l'avenir. Là, nous touchons au processus de la mondialisation, et des tentatives d'organisation des flux internationaux d'une manière à servir le commerce international.

Il n'y a pas de doute que le Liban a été obligé, durant ces dernières années, à concentrer toute son attention, non sur son intégration dans le processus de la mondialisation, mais à l'établissement d'une infrastructure qui lui permettrait, si jamais il y accédait, de posséder la base pour y parvenir.

Cependant, le pays a du ressort, et même s'il part tardivement, avec des atouts insuffisants, il continue à avoir intérêt à s'intégrer dans les réseaux d'investissements et d'échanges, surtout qu'il ne possède aucune alternative à cette intégration, étant à l'origine un pays d'ouverture et de commerce avec l'extérieur, et non un pays capable de vivre en autarcie. Le Liban doit cesser de se poser des questions sur les vertus et les vices de la mondialisation, et s'engager dans ce processus en étudiant les moyens les moins coûteux pour s'y intégrer, afin d'en limiter les dommages et d'en amplifier les avantages".

- Comment le Liban peut-il redresser

sa situation économique si le processus de paix régionale continue d'être retardé?

"Ces dernières années, le Liban avait eu une option unique, celle de se préparer à la paix... Et, aujourd'hui, il doit se préparer à deux options: une possibilité de paix, et une possibilité de non-paix.

Quel que soit le scénario qui se produira dans l'avenir, le Liban doit d'abord s'occuper de ses finances publiques, en améliorant nettement ses recettes, et en limitant fortement ses dépenses. Ceci signifie que des sacrifices sociaux sont inévitables. Il faut également geler tous les grands chantiers qui ne sont pas encore ouverts, et les remettre pour une période où la situation régionale sera plus favorable.

Le Liban doit se concentrer sur ses atouts et savoir les mettre en valeur. Et aussi accepter l'idée que le pays et sa population vivent au-dessus de leurs moyens, et remédier à cet état de fait... La période d'après-guerre au Liban n'est pas une période de prospérité, mais une période où des sacrifices supplémentaires sont encore nécessaires pour sortir de la crise.

Il faut revoir les priorités d'investissements du pays, et accepter de vivre avec des standards plus bas, en se préparant mentalement à l'idée que la non-paix est une période qui peut durer.

Ce recentrage de la vision d'avenir doit commencer par une réforme politique. S'il faut demander des sacrifices à la population, il faut que les représentants de l'Etat donnent l'exemple de cette restriction, au lieu d'étaler un luxe ostentatoire. Une ère de reconstruction, qui comporte nécessairement des sacrifices, après des années de privations et de guerre, ne peut se réaliser sans une réforme de l'administration et sans un renouvellement de la classe politique, dans un sens plus représentatif de l'ensemble de l'état réel de la population, affligée par le retard pris par le processus de paix et par le coût de la reconstruction".

Propos recueillis par
Nayla MEGARBANÉ

L'ÉPREUVE DE FORCE TOURNE AU CARNAGE

Une réalité tragique à laquelle les Libanais doivent faire face aujourd'hui: la dégradation sécuritaire dans le Sud est marquée par la naissance d'un second front militaire qui s'étend graduellement de Nabatieh à la région de Saïda et l'engagement d'une épreuve de force qui a mené lundi à un carnage entre Jezzine et Saïda.

Ripostant à l'explosion d'une bombe à Kfarhouna qui a fait deux morts et qui est, semble-t-il, l'œuvre d'intégristes, les milices pro-israéliennes de Lahd ont bombardé le 18 août la ville de Saïda et de ses environs provoquant la mort de six personnes et blessant une quarantaine d'autres. L'armée libanaise riposte, prenant pour cible la position d'artillerie de l'Armée du Liban-Sud à Aïn-Toghra, au-dessus de Jezzine, occasionnant de nouvelles victimes.

Est-ce le début de la fin de l'accord

d'entente d'avril? Pour certains observateurs, Israël continue de semer le chaos dans la région, accentuant l'exode des chrétiens de la bande frontalière en vue de l'implantation de qui? Si les véritables meneurs de jeu ne sont pas toujours faciles à identifier, les victimes, elles.

Face aux bombes, aux obus et aux roquettes, que peuvent faire encore les appels?

Rosy HATEM